

Mémoire au Comité spécial sur l'Afghanistan

Par Mariam Balouch

Liste des recommandations

- **Recommandation 1** : Que le gouvernement élargisse le programme d'immigration spécial et le programme de parrainage privé aux Afghans se trouvant actuellement en Afghanistan.
- **Recommandation 2** : Que le gouvernement élimine l'exigence d'obtention du statut de réfugié pour l'admissibilité des Afghans à l'immigration.
- **Recommandation 3** : Que le gouvernement établisse un programme d'URGENCE offrant aux Afghans se trouvant en Afghanistan ou à l'extérieur un processus accéléré pour immigrer au Canada.
- **Recommandation 4** : Que le gouvernement élargisse l'admissibilité aux mesures d'immigration spéciales à *tous* les Afghans vulnérables, comme les personnes qui ont travaillé pour le gouvernement, les musiciens, les agents de police, les membres d'organisations sans but lucratif, les athlètes, etc.
- **Recommandation 5** : Que le gouvernement élimine la restriction imposée aux répondants privés dans le cadre du programme du « groupe de cinq » afin de permettre aux répondants de parrainer plus d'une famille à l'intérieur de la période d'une année précisée par IRCC.
- **Recommandation 6** : Que le gouvernement travaille de concert avec ses alliés comme les États-Unis et le Qatar afin de faciliter, pour les Afghans vulnérables, les vols d'évacuation de l'Afghanistan vers un autre pays en vue de leur immigration au Canada.
- **Recommandation 7** : Que le gouvernement crée une liste d'évacuation comme celle des États-Unis, qui autorisait les Américains à transmettre à leurs représentants au Congrès des renseignements sur des Afghans vulnérables, renseignements qui étaient ensuite envoyés au département d'État aux fins de l'évacuation.

Mémoire

Tenter de faire sortir des Afghans d'Afghanistan s'est avéré impossible compte tenu de l'impasse que le gouvernement du Canada a créée avec IRCC : Il faut se trouver à l'extérieur de l'Afghanistan pour obtenir le statut de réfugié (ce qui peut prendre plus d'une année à obtenir du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) afin d'immigrer au Canada. Or, pour sortir de l'Afghanistan, il faut obtenir une autorisation du gouvernement, laquelle ne peut être obtenue que si l'on se trouve à l'extérieur de l'Afghanistan. Cette exigence n'est pas logique et constitue, pour tout Afghan, une entrave majeure à la possibilité d'immigrer au Canada en sécurité.

Le gouvernement américain travaille avec Qatar Airways afin de nolisier des vols pour évacuer des Afghans vers le Qatar, où ils peuvent remplir les formalités consulaires et se rendre aux É.-U. Il s'agit d'une bonne option pour ceux dont la vie est en danger lorsqu'ils franchissent les points de contrôle talibans pour traverser la frontière. Ils n'ont pas besoin de passeport pour monter dans l'avion puisque leur demande sera traitée dans une ambassade à l'extérieur de l'Afghanistan.

Voir l'article ci-joint du *Washington Post* :

<https://www.washingtonpost.com/national-security/2022/02/04/afghan-refugees>.

Au cours des évacuations massives, les Canadiens ayant des parents et des amis en Afghanistan ont été abandonnés par notre gouvernement. Nos députés n'étaient pas disponibles, pas plus que le personnel de l'ambassade et aucun de nos courriels n'a fait l'objet d'une réponse pendant les élections fédérales. Abandonnés à notre désespoir, nous avons dû nous adresser au gouvernement américain pour obtenir de l'aide. Le Congrès des É.-U. recueillait des renseignements sur les proches en Afghanistan afin de dresser la liste d'évacuation américaine, laquelle a été envoyée au département d'État pour l'opération d'évacuation. Beaucoup sont restés sur place avec l'espoir de finir par être évacués, le gouvernement américain facilitant encore des vols d'évacuation d'Afghanistan. Nous recommandons que le gouvernement canadien envisage ces options, si possible, et explique pourquoi les recommandations ne peuvent être mises en œuvre, le cas échéant.

Le « programme d'immigration spécial », qui est ouvert à tous les demandeurs et pas seulement aux Afghans, accumule d'importants retards en raison de la pandémie. Nous implorons le gouvernement du Canada de mettre en œuvre un programme d'URGENCE pour les citoyens afghans le plus rapidement possible et d'offrir un passage sûr aux Afghans qui quittent l'Afghanistan.

The Washington Post

Les É.-U. accéléreront le traitement des dossiers des Afghans évacués au Qatar, mais des milliers d'autres restent dans l'incertitude

Par Karen DeYoung et Abigail Hauslohner

Le 4 février 2022, 12 h 57

L'administration Biden prévoit d'accélérer le traitement des Afghans vulnérables qu'il continue d'évacuer vers le Qatar, autorisant nombre d'entre eux à entrer aux États-Unis en tant que réfugiés ou détenteurs de visa spécial et leur offrant une voie concrète vers la citoyenneté, selon des responsables de l'administration.

Le programme, qui devrait commencer le mois prochain aux dires des responsables, est lancé au moment où l'administration essuie des critiques pour la lenteur des évacuations et la détérioration de la crise humanitaire en Afghanistan depuis le retrait américain en août.

L'année dernière, des dizaines de milliers d'évacués afghans sont entrés aux États-Unis en vertu d'une mesure d'exception humanitaire d'urgence, qui leur a permis de venir rapidement au pays, mais qui ne leur offre qu'un statut d'immigration temporaire.

Les cas prioritaires d'Afghans qui seront évacués par des vols nolisés américains en provenance de Kaboul seront traités selon la procédure accélérée à la base aérienne américaine de Doha, au Qatar et ces ressortissants afghans seront envoyés directement aux États-Unis pour y être réinstallés dans les 30 jours. La plupart entreront aux États-Unis en tant que réfugiés ou en vertu d'un visa d'immigrant spécial, les deux voies offrant un accès rapide à la citoyenneté. Les responsables de l'administration ont indiqué que les fonds requis pour augmenter la capacité des centres de traitement américains et y ajouter du personnel proviendront d'une aide supplémentaire à la réinstallation de 1,2 milliard de dollars, autorisée plus tôt cette semaine par le président Biden.

Selon les responsables, la base américaine au Qatar prévoit d'être en mesure de recueillir les données biométriques et les évaluations de santé, d'effectuer les vérifications de sécurité, de mener les entrevues et de prendre les dispositions de voyage, tout cela au même endroit, une innovation par rapport au processus habituel de traitement des cas de réfugiés, lequel peut prendre des années.

« Nous essayons de le faire de façon simultanée », a déclaré un haut responsable de l'administration figurant au nombre de ceux qui ont accepté de discuter des plans à titre officieux d'ici à ce qu'ils soient achevés.

Certains des fonds dernièrement approuvés iront aussi à des organismes de réinstallation à court de ressources financières, et à la prise en charge des installations d'accueil temporaire établies en août dans des bases militaires en sol américain pendant l'afflux massif d'évacués, que l'administration tente d'éliminer progressivement.

Selon les responsables, on compte actuellement sur les bases américaines environ 7 000 Afghans en attente de réinstallation. Le département de la Défense a déjà fermé un certain nombre de ces « refuges » provisoires et aimerait éliminer les autres d'ici le printemps.

Il est peu probable que le nouveau programme calme les inquiétudes des organismes de réinstallation, des groupes d'anciens combattants et des législateurs qui pressent l'administration d'en faire plus pour venir en aide aux Afghans laissés sur place et de donner un statut plus sûr aux personnes visées par la mesure d'exception humanitaire. Selon leurs conditions d'entrée, elles disposent de deux ans après leur arrivée pour présenter une demande d'asile ou de visa d'immigrant spécial – deux processus difficiles où les retards accumulés sont considérables – sans quoi elles risquent de perdre leurs permis de travail et même de se voir expulser.

Les organismes et les groupes, ainsi que certains législateurs, ont également demandé que l'administration élargisse la mesure d'exception humanitaire aux Afghans qui sont arrivés dans des pays tiers, avec ou sans l'aide du gouvernement américain, ou accélère le traitement de leurs demandes d'asile faites depuis l'étranger.

« Il ne devrait y avoir aucune différence dans la façon dont nous traitons les évacués afghans, qu'ils aient pris un vol nolisé vers l'Albanie ou un vol militaire américain vers Doha », a déclaré le représentant démocrate du New Jersey Tom Malinowski, qui fait partie d'un groupe de plusieurs démocrates ayant exprimé leur mécontentement à l'égard de l'administration. « Toutes ces personnes ont été comptées quand l'administration s'est vantée du nombre de personnes qu'elle a aidé à évacuer. Et le traitement devrait être le même, qu'une personne ait pris l'avion A plutôt que l'avion B. »

Les responsables de l'administration ont dit que l'objectif immédiat est d'accélérer le traitement de la liste d'Afghans, toujours longue, dont elle juge que l'évacuation doit être prioritaire et qui sont toujours en Afghanistan. En font partie les membres de la famille admissibles – conjoints et enfants mineurs seulement – laissés sur place lors de l'évacuation chaotique du mois d'août, ainsi que les personnes ayant un visa d'immigrant spécial déjà approuvé. Sont aussi jugés prioritaires les cas des employés de l'ambassade américaine et d'autres organismes du gouvernement des États-Unis, ainsi que les cas des Afghans dont l'administration a déterminé qu'ils sont particulièrement vulnérables ou méritants.

« Notre but est de traiter les dossiers des Afghans selon la procédure du visa d'immigrant spécial ou celle de l'asile dans la mesure du possible, plutôt que d'utiliser la mesure d'exception humanitaire, ce qui permettra à la majorité des évacués afghans d'entrer aux États-Unis avec un statut d'immigrant plus durable », a déclaré le haut responsable de l'administration. Certains détails du plan de traitement des dossiers d'asile ont été initialement rapportés par Axios.

Selon le responsable, le nouveau programme visera à traiter quelque 2 000 demandes d'asile et de visa d'immigrant spécial par mois à partir de Doha, en espérant que le nombre de demandes sera réparti également entre les deux. Les admissions de réfugiés seront prises en compte dans la limite de 125 000 réfugiés de toute provenance établie par le président Biden pour l'exercice 2022.

Les aéroports commerciaux étant encore généralement fermés en Afghanistan, le Qatar – qui veille aux intérêts diplomatiques des États-Unis en Afghanistan – fait partie des quelques pays que l'actuel régime taliban a autorisés à assurer des vols d'évacuation nolisés. Les vols de Qatar Airways nolisés par le gouvernement américain se sont poursuivis au cours de l'automne à raison d'un ou deux par semaine, mais ont cessé au début du mois de décembre en raison d'un conflit entre les talibans et le Qatar, avant que le transport reprenne la semaine dernière avec un vol. Chaque vol transporte environ 300 personnes et celui de la semaine dernière a porté à environ 500 le nombre d'Afghans se trouvant actuellement dans les installations de Doha.

Même deux vols par semaine ne suffisent pas, selon des intervenants qui estiment qu'entre 80 000 et 100 000 demandeurs de visa d'immigrant spécial sont toujours dans le pays. Certains avaient attendu des années pour que leur demande soit traitée, mais n'ont pu se rendre à l'aéroport au cours des deux semaines chaotiques d'évacuation américaine en août, où la chance, plutôt que les services rendus ou les documents requis, a semblé déterminer qui montait à bord d'un vol d'évacuation américain.

Nombreux sont ceux qui maintenant se tiennent cachés en Afghanistan, au moment où le pays sombre dans la famine et la crise économique et où les talibans et des groupes de surveillance continuent à s'en prendre à ceux qui ont des liens avec les États-Unis. Des milliers d'autres, y compris d'anciens fonctionnaires, des membres de l'armée afghane formés par les États-Unis, des femmes activistes et des journalistes sont aussi en danger, selon des intervenants.

« La priorité absolue est de sauver la vie des gens, parce que s'ils sont tués par les talibans ou qu'ils meurent de faim, aucune autre mesure n'aura d'importance », a déclaré le représentant démocrate du Colorado Jason Crow, qui a lancé l'année dernière un groupe de travail bipartite afin de forcer l'administration à en faire plus pour venir en aide aux alliés afghans avant le retrait américain en août.

Le département de la Sécurité intérieure a déclaré la semaine dernière que, sur plus de 70 000 Afghans ayant été admis en vertu de la mesure d'exception humanitaire liée à l'évacuation du mois d'août, environ 36 831 ont présenté ou présenteront une demande de visa d'immigrant spécial.

En ce qui concerne les gains d'efficacité prévus au Qatar, le haut responsable a déclaré que le programme pourrait être utilisé comme une sorte de modèle de révision générale. « J'ai bon espoir que ce que nous avons établi à Doha pourra entraîner des gains d'efficacité à grande échelle dans le programme américain pour les réfugiés », a déclaré le haut responsable.

Pour d'autres, les changements sont encore trop lents à venir. « Je crois qu'il y a encore beaucoup de gens compétents qui travaillent sur ce dossier », a déclaré M. Malinowski, « mais le travail avance lentement et, selon moi, sans respecter l'engagement de l'administration de poursuivre l'évacuation même si nos troupes ne sont plus physiquement sur le terrain ».

Par Karen DeYoung

Karen DeYoung est rédactrice en chef adjointe et correspondante principale pour la sécurité nationale au *Washington Post*. En plus de trois décennies au journal, elle a été chef de bureau en Amérique latine et à Londres ainsi que correspondante pour la Maison-Blanche, la politique étrangère américaine et le milieu du renseignement.

Par Abigail Hauslohner

Abigail Hauslohner est correspondante nationale spéciale. Elle rédige des articles sur des sujets allant de la justice raciale à l'extrémisme politique, en passant par l'islam, l'immigration et la pandémie de coronavirus. Elle a couvert le Moyen-Orient en tant que correspondante à l'étranger de 2007 à 2014 et a occupé le poste de chef de bureau du journal au Caire.